

Conventions collectives départementales

**OUVRIERS EMPLOYÉS
PAR LES ENTREPRISES DU BÂTIMENT**
IDCC : 2032. – **OCCUPANT MOINS DE 10 SALARIÉS**
IDCC : 2033. – **OCCUPANT PLUS DE 10 SALARIÉS**
(ISÈRE)

(17 septembre 1998)

(Bulletin officiel n° 1998-50)

(Etendue par arrêté du 26 janvier 1999,
Journal officiel du 7 février 1999)

■ *Journal officiel* du 14 décembre 2005

**Arrêté du 28 novembre 2005 portant extension d'accords conclus
dans le cadre des conventions collectives du département de
l'Isère concernant les ouvriers employés par les entreprises du
bâtiment (entreprises occupant jusqu'à dix salariés et plus de dix
salariés)(n°s 2032 et 2033)**

NOR : SOCT0512455A

Le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement et le
ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu les articles L. 133-1 et suivants du code du travail ;

Vu l'arrêté du 4 juillet 2005 publié au *Journal officiel* du 19 juillet 2005
portant extension, d'une part, du protocole d'accord du 15 décembre 2004
relatif à la fixation de la valeur de l'indemnité de repas de nuit et des indem-
nités de petits déplacements concernant les ouvriers employés par les entre-
prises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1992 (c'est-à-dire
occupant jusqu'à dix salariés) et, d'autre part, du protocole d'accord du
15 décembre 2004 relatif à la fixation de la valeur de l'indemnité de repas
de nuit et des indemnités de petits déplacements concernant les ouvriers
employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du
1^{er} mars 1992 (c'est-à-dire occupant plus de dix salariés),

Arrêtent :

Article 1^{er}

L'article 1^{er} de l'arrêté du 4 juillet 2005 susvisé est modifié comme suit :

Les termes : « le protocole d'accord du 1^{er} octobre 2002 » sont remplacés
par les termes : « le protocole d'accord du 15 décembre 2004 ».

Article 2

Le présent arrêté prend effet à dater de sa publication pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par lesdits protocoles d'accords.

Article 3

Le directeur des relations du travail au ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement et le directeur général de la forêt et des affaires rurales au ministère de l'agriculture et de la pêche sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 28 novembre 2005.

*Le ministre de l'emploi,
de la cohésion sociale et du logement,*
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des relations du travail,
J.-D. COMBREXELLE

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,
Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du directeur général
de la forêt et des affaires rurales :
Le directeur du travail,
J.-P. MAZERY

Nota. – Le texte des protocoles d'accords susvisés a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2005/11, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,50 €.